

Solidarité avec les Nigériens - Subvention exceptionnelle au Secours Populaire Français

Mme CHAVIN-SIMONOT, Conseillère Municipale Déléguée, Rapporteur : Le Niger avec une population de 12 millions d'habitants est classé parmi les pays les moins avancés et les pays à faible revenu et à déficit vivrier, au 173^{ème} rang sur 174 pays selon l'indicateur de développement humain du Programme des Nations Unies pour le Développement. Il fait partie des pays dont il a été prévu d'annuler la dette.

Le revenu annuel moyen était de 253 dollars par habitant en 2004, la proportion de la population vivant au-dessous du seuil de pauvreté est estimée à 63 %, dont 34 % d'une extrême pauvreté.

Sur les 18 dernières campagnes agricoles, 13 ont été déficitaires. La production agricole en 2004 a été sévèrement affectée par la sécheresse lors de la saison d'hivernage (juillet à septembre) et l'invasion des criquets pèlerins au cours de cette même période. Dans ce pays désertique du Sahel, «la ceinture verte» a vu sa production chuter de 15 %.

Les habitants ont adopté des stratégies de survie très précocement avec un succès limité du fait de la misère.

L'État du Niger centralise les efforts nationaux et ceux des bailleurs de fonds au travers de son dispositif national de prévention et de gestion des crises alimentaires. Son plan d'urgence, après évaluation faite en octobre 2004, prévoyait de couvrir 30 à 40 % des besoins.

En conséquence, dès le mois d'octobre 2004, l'ONU par la voix de son responsable du Programme Alimentaire Mondial (PAM) a sonné l'alarme.

A la mi-novembre 2004, l'État nigérien a lancé un appel à l'aide internationale.

En mai 2005, l'appel conjugué (ONU, État nigérien) aux dons de 18 millions de dollars n'avait permis de recueillir que 10 % de la somme. Un nouvel appel lancé à hauteur de 37 millions de dollars n'a été couvert qu'à 37 %.

Au début de l'urgence, un dollar par jour et par enfant aurait permis de sauver des vies. «Il en faut 80 aujourd'hui» a estimé le coordinateur de l'aide humanitaire de l'ONU, M. Jan Egeland, soit 57 millions de dollars.

Quelques semaines après la conférence du G8 qui a promu l'aide à l'Afrique au rang de cause prioritaire pour l'avenir du monde et au moment où se déroule le sommet des Nations Unies sur les objectifs du millénaire pour le développement (un des OMD : réduire de moitié la faim dans le monde d'ici 2015), au Niger 2,5 millions de personnes sont menacées de mort par la famine dont 800 000 enfants : une urgence ignorée.

Les villes, aux côtés des États et des associations, ont un rôle important à jouer dans le domaine de la solidarité nationale.

La Ville de Besançon, au-delà de ses actions de développement déjà menées, souhaite répondre à l'urgence par le soutien d'un projet nécessitant 40 000 € mis en œuvre avec l'ONU par le Secours Populaire Français et une association locale Hed Tamat en direction de 70 000 personnes dans 3 départements du Nord : Arlit, Tchirozérine et la région d'Agadez. Il s'agit de mettre en place un système de création de banques de céréales ou de soutien à 45 banques déjà existantes, ainsi qu'un programme important de creusage de puits pour améliorer l'accès à l'eau et permettre le développement du maraîchage, créateur de richesses.

Le Conseil Municipal est invité à se prononcer sur l'attribution au Secours Populaire Français d'une subvention exceptionnelle de 3 000 € pour appuyer la réalisation de ce projet.

En cas d'accord, cette somme sera prélevée au chapitre 65.04/6574 CS 400 qu'il conviendra d'abonder par un transfert de crédits d'égal montant en provenance du chapitre 65.020/6574 CS 48020.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des suffrages exprimés, en décide ainsi.

Récépissé préfectoral du 4 octobre 2005.